BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES

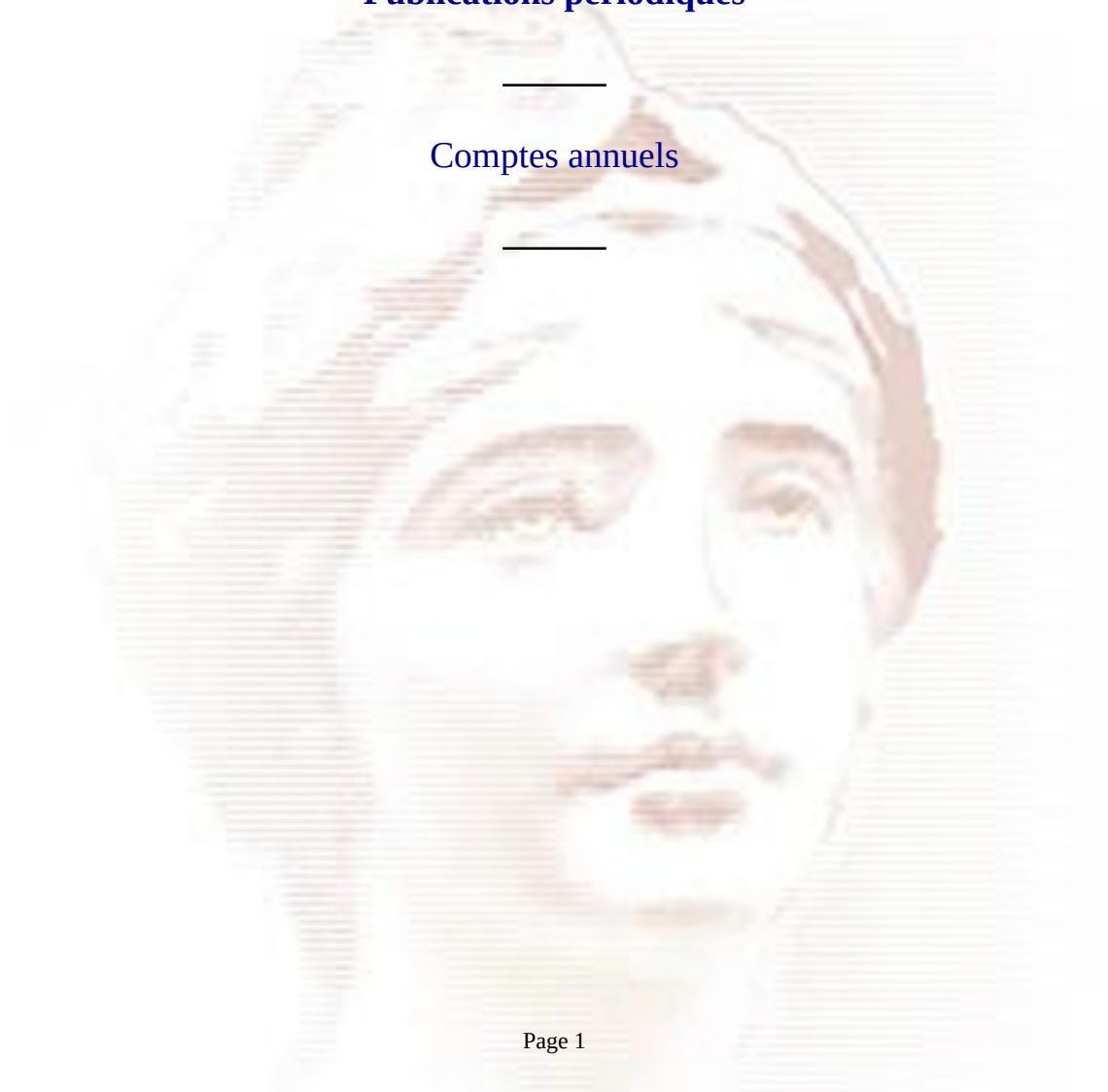
PREMIÈRE MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels



BANQUE D'ESCOMPTE

Société Anonyme au capital de 16 000 000 euros
Siège social : 13, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
562 102 913 R.C.S. PARIS

Exercice social du 01/01/2022 au 31/12/2022

Comptes annuels sociaux et consolidés 2022 approuvés par l'A.G.O. du 8 juin 2023

Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de *(Exercice clos le 31 décembre 2022)*

Aux Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque d'Escompte -Banque Wormser Frères relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les nonnes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation des créances sur base individuelle

Risque identifié	*Notre réponse*
La Banque d'Escompte – Wormser Frères est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques, résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts. La Banque constitue des provisions pour couvrir les risques avérés de pertes. Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels, les créances douteuses présentant un risque de non-recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif de façon à couvrir les pertes prévisionnelles. Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examens réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Nous avons considéré que l'évaluation de ces provisions constitue un point clé de l'audit des comptes annuels, compte tenu de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination de l'exposition individuelle de la Banque.	Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par la Banque pour évaluer, sur une base individuelle, le montant des dépréciations des créances de sa clientèle, notamment au travers d'échanges réguliers avec la direction et plus particulièrement avec la direction des engagements et le service juridique. Nos travaux ont consisté en la réalisation de tests, par sondage, du dispositif d'identification et de suivi des risques de crédits et du dispositif d'estimation des dépréciations. Sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons analysé la documentation relative à l'appréciation du risque de non-recouvrement.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Désignation des commissaires aux comptes

Le cabinet Mazars a été nommé commissaire aux comptes de la société Banque d'Escompte par l'Assemblée Générale du 9 avril 2008.

A la date de clôture, le cabinet Mazars était dans la quinzième année de sa mission sans interruption.

Madame Maryse Le Goff est devenue commissaire aux comptes titulaire à la suite de la démission de Monsieur Nicolas Goldet en date du 11 septembre 2017.

A la date de clôture, Madame Maryse Le Goff était dans la sixième année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

• il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

• il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

• il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

• il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

• il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et Courbevoie, le 22 mai 2023

Les Commissaires aux comptes :

MARYSE LE GOFF
MARYSE LE GOFF
MAZARS
BERTRAND DESPORTES

COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2022

Bilan avant répartition

ACTIF

en euros

	2022	2021
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	102 736 405	162 734 032
Effets publics et valeurs assimilées (note 1)	74 720 509	12 879 372
Créances sur les établissements de crédit (note 2)	28 103 548	32 282 917
Opérations avec la clientèle (note 3)	312 256 499	258 898 514
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 1)	1 678 752	2 171 469
Actions et autres titres à revenu variable (note 1)	19 072 036	10 238 235
Participations et autres titres détenus à long terme (note 4)	384 211	384 212
Parts dans les entreprises liées (note 4)	1 400 000	250 000
Immobilisations incorporelles (note 5)	1 179 034	1 284 864
Immobilisations corporelles (note 5)	375 309	330 566
Capital souscrit non versé	-	-
Actions propres	-	-
Autres actifs (note 6)	9 675 759	10 365 485
Comptes de régularisation (note 7)	1 529 044	1 942 277
Total	**553 111 105**	**493 761 943**

PASSIF

en euros

	2022	2021
Dettes envers les établissements de crédit (note 8)	9 010 747	48 090 728
Opérations avec la clientèle (note 9)	488 314 033	394 873 997
Dettes représentées par un titre (note 9)	-	-
Autres passifs (note 10)	*5 304 182*	*2 785 645*
Comptes de régularisation (note 11)	3 818 432	3 041 905
Provisions pour risques et charges	416 895	416 895
Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	-	-
Capitaux propres hors FRBG (note 12)	46 246 817	44 552 773
- Capital souscrit	*16 000 000*	*16 000 000*
- Primes d'émission		*0*
- Réserves	*14 200 000*	*14 200 000*
- Ecart de réévaluation		
- Provisions réglementées et subventions d'investissement		
- Report à nouveau	*13 752 773*	*11 772 835*
- Résultat de l'exercice	*2 294 045*	*2 579 938*
Total	**553 111 105**	**493 761 943**

HORS-BILAN

en euros

	31.12.2022	31.12.2021
Engagements donnés (note 13)	**35 527 820**	**36 801 117**
Engagements de financement	26 224 050	23 161 644
Engagements de garantie	6 398 485	7 268 723
Engagements sur titres	2 905 285	6 370 750
Engagements reçus (note 13)	**53 041 737**	**5 443 875**
Engagements de financement	48 735 922	-
Engagements de garantie	4 305 815	5 443 875
Engagements sur titres	-	0

COMPTE DE RESULTATS

en euros

	31.12.2022	31.12.2021
Intérêts et produits assimilés (note 16)	9 789 150	7 173 128
Intérêts et charges assimilées (note 17)	744 229	1 230 616
Revenus des titres à revenu variable (note 18)	364	587 277
Commissions (produits) (note 19)	12 148 997	11 560 161
Commissions (charges) (note 19)	2 860 845	2 254 816
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (note 20)	21 982	83 428
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (note 21)	409 947	(300 445)
Autres produits d'exploitation bancaire (note 22)	647 834	637 141
Autres charges d'exploitation bancaire (note 22)	8 193	28 601
PRODUIT NET BANCAIRE	**19 405 008**	**16 226 657**
Charges générales d'exploitation (note 23)	15 567 271	12 901 863
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	388 934	339 928
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**3 448 803**	**2 984 866**
Coût du risque (note 25)	(334 852)	441 303
RESULTAT D'EXPLOITATION	**3 113 950**	**3 426 169**
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-	(14 225)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**3 113 950**	**3 411 944**
Résultats exceptionnels (note 26)	(42 921)	(103 809)
Impôts sur les bénéfices (note 27)	(776 985)	(728 197)
RESULTAT NET	**2 294 045**	**2 579 938**

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 2022

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels ont été établis conformément aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire et aux dispositions du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables.

PORTEFEUILLE-TITRES

Conformément au Livre II titre 3 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, il est distingué plusieurs catégories de titres : les titres de transaction, les titres de placement, les titres d'investissement et les titres de participation et filiales.

Le portefeuille est mouvementé à la date de règlement des titres. Durant la période allant de la date de négociation à celle du règlement, les opérations sur titres sont enregistrées au hors-bilan sous la rubrique " Engagements sur titres ".

Les **titres de transaction** sont acquis avec une intention de revente dans un délai à court terme. Ils sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Ces titres sont négociables sur un marché actif et évalués tant à l'actif qu'au passif au cours de clôture de l'exercice, le solde des écarts d'évaluation est porté en charges ou en produits au compte de résultats. Ils sont inscrits au bilan lors du règlement ils sortent du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable.

Les **titres de placement** sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement ni parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées. Ces titres sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe fait l'objet d'une imputation *prorata temporis*, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats sous la rubrique " Revenus des titres à revenu fixe " et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle. Ils sont évalués sur la base du cours le plus récent. Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation si le prix du marché est inférieur à leur valeur comptable.

Les **titres d'investissement** sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance. Ils font l'objet d'une certitude de refinancement jusqu'à leur échéance et ne doivent pas être soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention d'être détenus jusqu'à leur échéance. La capacité de conserver les titres jusqu'à leur échéance se justifie soit par l'existence de ressources ou d'accords de refinancement dont la durée restant à courir est au moins égale à celle des titres détenus, soit par adossement des titres aux fonds propres ou aux dépôts reçus, conformément aux hypothèses retenues dans le cadre de la gestion actif/passif.

Ces valeurs ne font pas l'objet d'un provisionnement du risque de marché découlant des variations du niveau des taux d'intérêt. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'une imputation *prorata temporis*, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats dans la rubrique " Revenus des titres à revenu fixe " et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle ou linéaire en fonction de la nature des titres concernés. Une provision est en outre constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Les **titres de participation** sont acquis en vue d'une détention durable. Ils sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais. A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent ou non faire l'objet individuellement de provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur coût d'acquisition. Les éléments qui peuvent être pris en compte pour l'estimation de la valeur d'utilité sont la rentabilité, actuelle ou attendue, la quote-part de situation nette et la valeur boursière des sociétés ayant une activité comparable. Lorsque cela est nécessaire, un abattement peut être pratiqué pour tenir compte des conditions particulières des titres détenus.

TITRES DONNES OU RECUS EN PENSION

Les recommandations pour l'enregistrement et l'évaluation des opérations de pension précisant les usages de la Place sont appliquées pour l'ensemble des pensions de toutes natures consenties ou obtenues à savoir :

Le cédant maintient à l'actif de son bilan les titres mis en pension et enregistre au passif de son bilan le montant encaissé représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Il identifie à cette rubrique les titres donnés en pension.

Le cessionnaire enregistre à l'actif de son bilan le montant décaissé représentatif de sa créance sur le cédant. Les titres reçus en pension n'entrent pas dans les portefeuilles comptables du cessionnaire.

Lors de l'arrêté comptable, le cédant continue d'évaluer les titres mis en pension selon les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent. Le cessionnaire ne comptabilise aucune variation de valeur des titres reçus en pension.

La charge relative à la dette du cédant et le produit relatif à la créance du cessionnaire sont enregistrés comme des intérêts.

INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX

Instruments de taux d'intérêt échangés sur des marchés organisés ou assimilés

Les contrats de taux d'intérêt à terme, fermes ou conditionnels, échangés sur des marchés organisés ou assimilés, sont évalués au prix du marché et les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture affectée, liées à la gestion des positions de taux des actifs et des passifs, les résultats des contrats d'intérêt à terme sont pris en compte de manière symétrique à la comptabilisation des produits ou charges de l'élément couvert, sur la durée de vie résiduelle de cet élément.

Autres éléments de taux d'intérêt à terme

Les contrats d'échange de taux d'intérêt sont enregistrés dans l'une des quatre catégories suivantes selon qu'ils ont pour objet :
a) de maintenir des positions ouvertes isolées ;
b) de couvrir, de manière identifiée dès l'origine, le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes ;
c) de couvrir et gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement ;
d) de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction ;

Les contrats non dénoués sont enregistrés au hors bilan pour leur montant notionnel.

Les charges et les produits relatifs aux contrats d'échange de taux d'intérêt sont traités différemment selon les catégories décrites ci-dessous.
a) les charges et les produits sont inscrits au compte de résultats *prorata temporis*. Les pertes latentes éventuelles résultant de la mise à la valeur du marché des contrats font l'objet d'une provision.
b) les charges et les produits relatifs à ces contrats sont inscrits au compte de résultats de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément ou de l'ensemble des éléments couverts.

c) les charges et les produits sont inscrits *prorata temporis* au compte de résultats.
d) ces contrats sont évalués à leur valeur de marché. Les écarts d'évaluation sont portés en compte de résultats.

Instruments de change à terme

Les opérations de change à terme dites "sèches" ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture ayant pour but de compenser ou de réduire le risque de variation de change d'un ensemble homogène d'éléments de bilan et hors bilan, ces opérations sont évaluées au cours de marché utilisé pour l'évaluation des éléments couverts. Les écarts sont portés au compte de résultat de manière symétrique aux gains ou pertes de change sur les éléments couverts.

OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan pour leur montant nominal. A la clôture de l'exercice, les intérêts courus non encore échus sont calculés *prorata temporis* et comptabilisés en créances rattachées.
Les prêts consentis signés mais non encore versés sont enregistrés au hors bilan au poste « Engagements de financement ».

En application du Livre II titre 2 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, les créances sont réparties en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Sont qualifiés de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que la Banque ne percevra pas, tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement). Le déclassement d'une créance en encours douteux entraîne le transfert de l'encours total des créances sur une même contrepartie. Pour ces créances douteuses, les intérêts courus ou échus non perçus sont comptabilisés en appliquant le taux contractuel à la valeur brute.

Au sein des créances douteuses, une catégorie spécifique est identifiée, dénommée « créances douteuses compromises ». Il s'agit des créances pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux. Pour ces créances douteuses compromises, les intérêts courus ou échus non perçus ne sont pas enregistrés.

Les créances douteuses comportant un risque de non recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif, de façon à couvrir les pertes prévisionnelles.
Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examens réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées, pour risque de non recouvrement, sont enregistrées en « Coût du risque » du compte de résultats, à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultats.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels et de fonds de commerce.

Logiciels : Les logiciels figurent au coût historique diminué des amortissements, calculés sur la durée de vie des actifs concernés. La durée de vie et modes d'amortissement se présente de la manière suivante :

	Linéaire	1 à 7 ans
Frais d'établissement :	Linéaire	1 à 3 ans

En cas de perte de valeur entre la valeur au bilan et la valeur d'usage, une dépréciation de l'actif serait à constater par une dotation de provision enregistrée en pertes sur actifs immobilisés.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations figurent au coût historique diminué des amortissements, calculés sur la durée de vie des actifs concernés. Les durées de vie et modes d'amortissement sont les suivants :

- Agencement et mobilier :	Linéaire	10 ans
- Matériels informatiques :	Linéaire	5 ans
Matériels de bureau :	Linéaire	4 à 5 ans

OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les créances, dettes et engagements libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros à leurs taux en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours effectif de cession ou d'achat de ces monnaies ou, en ce qui concerne les produits et charges non encore réglés à la clôture de l'exercice, au taux de change en vigueur à cette date.

Conformément au Livre II titre 7 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, les opérations de change à terme dites " sèches " ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme à l'échéance correspondante.

Par ailleurs, les reports et déports liés aux opérations de change à terme couvertes, au sens de l'article 2723-3 dudit règlement, sont parallèlement rapportés au compte de résultats de manière linéaire sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

COMPTES DE RESULTATS

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les autres commissions non assimilées à des intérêts sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue : enregistrement au fur et à mesure de la prestation.

Les dividendes des titres sont comptabilisés au moment de leur date de mise en paiement. Les revenus sur obligations sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant et de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période sur laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.
En application de la méthode dite de " l'impôt exigible ", seuls les impôts exigibles à la date de clôture de l'exercice sont constatés dans les comptes. Par voie de conséquence, les provisions d'impôts différés ne sont pas retracées dans les comptes.

* * * * * * * * *

EVENEMENTS DE L'EXERCICE

Dans le cadre de son développement, la Banque Wormser Frères a réalisé l'acquisition de la société FSA, composée de deux entités : Finance SA (société de gestion) et FSA Intermédiation (Courtage en assurance-vie et épargne salariale). Préalablement à l'acquisition par la société de gestion WFG de la société de gestion Finance SA, la Banque Wormser Frères a procédé à une augmentation de capital de WFG de 1 150 k€. Suite à l'acquisition de la société FSA Intermédiation, puis à son absorption par TUP, la Banque Wormser Frères a constaté un mali de fusion de 83 k€.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

A la date d'établissement des comptes annuels, la banque n'a pas constaté d'impact notable sur la bonne marche de son activité.

MONTANT GLOBAL EN CONTREVALEUR EN EUROS DE L'ACTIF ET DU PASSIF EN DEVISES

(en milliers d'euros)

	2021	2022
Total du bilan	**493 762**	**553 111**
Actif en devises	18 526	12 976
Passif en devises	17 782	12 305

INFORMATIONS SUR L'ACTIF DU BILAN

NOTE 1 - EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE, ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE

(en milliers d'euros)

	Exercice 2022				Exercice 2021			
	Effets publics	**Obligations et autres titres à revenu fixe**	**Actions et autres titres à revenu variable**	**Total**	**Effets publics**	**Obligations et autres titres à revenu fixe**	**Actions et autres titres à revenu variable**	**Total**
Portefeuille de transaction	**552**	**-**	**-**	**552**	**547**	**-**	**375**	**922**
OAT et BTF	*552*			*552*	*547*			*547*
Actions cotées				*-*				*-*
Opc				*-*			*375*	*375*
Portefeuille de placement	**23 735**	**1 679**	**19 072**	**44 486**	**12 332**	**2 172**	**9 863**	**24 367**
Valeurs brutes	***23 637***	***1 982***	***19 170***	***44 789***	***12 335***	***2 469***	***10 133***	***24 937***
OAT et BTF	*16 199*			*16 199*				*-*
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	***7 438***			*7 438*	*12 335*			*12 335*
Obligations		*1 982*		*1 982*		*2 469*		*2 469*
Opc			*16 720*	*16 720*			*9 169*	*9 169*
Actions non cotées et parts sociales			*2 373*	*2 373*			*780*	*780*
Actions cotées			*77*	*77,00*			*184*	*184*
Créances rattachées	***127***	***11***		***137***		***6***		*6*
Provision	***(28)***	***(314)***	***(98)***	***(440)***	***(3)***	***(303)***	***(270)***	***(576)***
OAT et BTF	*(24)*			*(24)*				*-*
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	*(3)*			*(3)*	*(3)*			*(3)*
Obligations		*(314)*		*(314)*		*(303)*		*(303)*
Opc			*(98)*	*(98)*			*(270)*	
Portefeuille d'investissement	**50 433**	**-**	**-**	**50 433**				**-**
OAT et BTF	*39 890*			*39 890*				*-*
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	*10 401*			*10 401*				*-*
Créances rattachées	***142***			***142***				**-**
Total	**74 721**	**1 679**	**19 072**	**95 471**	**12 879**	**2 172**	**10 238**	**25 289**

	2022						2021
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	Total
Portefeuille de transaction		**8**		**97**	**447**	**552**	**547**
OAT et BTF		*8*		*97*	*447*	*552*	*547*
Portefeuille de placement	**5 589**	**1 849**	**16 199**	**100**	**1 882**	**25 619**	**14 804**
OAT et BTF	0	0	16 199			16 199	
Valeur d'acquisition			*16 000*			*16 000*	
Décote / Prime			*199*			*199*	
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	5 589	1 849	0			7 438	12 335
Valeur d'acquisition	*5 617*	*1 872*				*7 489*	*12 339*
Décote / Prime	*(28)*	*(23)*				*(51)*	*(4)*
Obligations				100	1 882	1 982	2 469
Valeur d'acquisition				*100*	*5 964*	*6 064*	*5 919*
Décote / Prime					*(4 082)*	*(4 082)*	*(3 450)*

Portefeuille de Placement
(en milliers d'euros)

Composition du portefeuille de Placement

	Exercice 2022				Exercice 2021			
	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente
Obligations assimilables du Trésor français	16 199	16 175	24					
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	7 438	7 437	3	2	12 335	12 332	3	
Obligations	1 982	1 684	314	16	2 469	2 198	303	27
OPC	16 720	17 254	98	632	9 169	10 174	270	1 275
Actions	2 450	2 469		19	964	994		30
	44 789	**45 019**	**440**	**669**	**24 937**	**25 698**	**576**	**1 332**

Mouvements du portefeuille de Placement

	01/01/2022	Entrées	Sorties	31/12/2022	01/01/2021	Entrées	Sorties	31/12/2021
Portefeuille de Placement	**24 937**	41 573	21 721	**44 789**	**14 317**	20 356	9 736	**24 937**

NOTE 2 - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2022						2021
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	Total
Créances à vue	**13 059**					**13 059**	**32 283**
Comptes ordinaires	13 059					13 059	32 283
Créances à terme	**45**	**10 000**	**5 000**	**0**		**15 045**	
Prêts et comptes à terme		10 000	5 000			15 000	
Créances rattachées	45					45	
Total	**13 104**	**10 000**	**5 000**			**28 104**	**32 283**

NOTE 3 - OPERATIONS SUR LA CLIENTELE

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2022						2021
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	Total
Autres concours	**6 588**	**2 890**	**13 982**	**145 500**	**123 829**	**292 789**	**247 961**
Crédits à la clientèle à court terme	4 490	598	9 048			14 136	21 862
Crédits à la clientèle à long terme	2 098	2 292	4 934	145 500	123 829	278 653	226 099
Comptes ordinaires débiteurs	**5 828**					**5 828**	**7 778**
Créances douteuses (voir note ci dessous)	2 443	337	855	4 094	5 196	**12 925**	**2 276**
Créances rattachées	**51**	**0**	**8**	**531**	**124**	**714**	**884**
Autres concours			8	531	124	663	819
Comptes ordinaires débiteurs	51					51	65
Total	**14 910**	**3 227**	**14 845**	**150 125**	**129 149**	**312 256**	**258 899**

Répartition des créances saines par type de clientèle

	2022	2021
Sociétés	80 %	75 %
Entrepreneurs individuels	-	-
Particuliers	20 %	25 %

Répartition des créances saines par type de taux

	2022	2021
Taux variable	12 %	15 %
Taux fixe	88 %	85 %

Concentration des risques (10 principaux encours sains)

en milliers d'euros

	Crédits et découverts utilisés	Crédits et découverts non utilisés	Risques bruts	Nantissement Espèces	Garantie PGE	Hypothèques reçues en garanties
1	11 314	2	11 316	2 070	0	6 692
2	9 336	6	9 342	0	0	4 362
3	8 618	0	8 618	0	0	4 163
4	7 997	0	7 997	0	0	4 013
4	7 093	160	7 253	0	0	3 113
6	6 503	0	6 503	0	0	3 250
7	1 562	4 841	6 403	4 000	0	1 405
8	2 001	4 000	6 001	0	450	0
9	5 766	0	5 766	378	0	4 350
10	5 090	115	5 205	0	0	0
TOTAL	**65 280**	**9 124**	**74 404**	**6 448**	**450**	**31 348**

Restructuration des créances saines

Au 31 décembre 2022, l'encours des prêts de 292 782 milliers d'euros comportent 3 prêts, d'un montant total de 1 067 milliers d'euros ayant fait l'objet d'une restructuration (prolongation du terme ou baisse de taux).

Créances douteuses
(en milliers d'euros)

	Montants bruts 31/12/2022	Provisions 31/12/2022	Montants nets 31/12/2022	Montants bruts 31/12/2021	Provisions 31/12/2021	Montants nets 31/12/2021
Créances douteuses compromises	3 149	1 978	1 171	3 331	2 019	1 312
Créances douteuses	12 080	326	11 754	1 041	77	964
Total	**15 229**	**2 304**	**12 925**	**4 372**	**2 096**	**2 276**

De nouvelles procédures applicables aux crédits non performants ont été mises en place en 2022. Cela a conduit à l'identification plus rapide des difficultés des contreparties et à leur passage en créances douteuses. L'examen de ces créances et la qualité des garanties prises en contrepartie permettent de limiter la constatation de provisions.

NOTE 4 - PARTICIPATIONS ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES NON COTEES

(en euros)

1. Renseignements détaillés concernant les filiales

exercice clos le 31/12/2022

	Capital	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Produits globaux d'exploitation	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés
WORMSER FRERES GESTION 11 bis boulevard Haussmann 75009 PARIS	1 400 000	408 875	100 %	1 400 000	1 400 000	2 144 757	668 632	

2. Renseignements globaux concernant les participations

Dans des sociétés françaises	304 176	304 176	364
Dans des sociétés étrangères	80 036	80 036	
Total général des valeurs d'inventaire des titres de filiales et de participations	**1 784 211**	**1 784 211**	**364**

3. Mouvements du Portefeuille de participation

	01/01/2022	Entrées	Sorties	31/12/2022	01/01/2021	Entrées	Sorties	31/12/2021
Valeurs brutes								
Titres de participation	**384 211**			**384 211**	**384 211**			**384 211**
Parts dans les entreprises liées	**250 000**	1 150 000*		**1 400 000**	**250 000**			**250 000**

***** En novembre 2022 La banque d'Escompte a procédé à une augmentation de capital de la Société Wormser Frères gestion Quatre mille six cent actions nouvelles au nominal de deux cent cinquante euros (soit 1 150 000 euros) ont été émises.

NOTE 5 - IMMOBILISATIONS

(en milliers d'euros)

	Valeurs brutes 01/01/2022	Acquisitions	Cessions/ Comptes à comptes	Valeurs brutes 31/12/2022	Amortis./ Provisions pour dépréciation 01/01/2022	Dotations	Reprises	Amortis./ Provisions pour dépréciation 31/12/2022	Valeurs comptables nettes 31/12/22	31/12/21
Immobilisations incorporelles										
Fonds de commerce	102	94*	-	196	-			-	196	102
Frais d'établissement	361		-	361	361			361	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	166	49	172	43	-			-	43	166
Autres immobilisations	2 562	225	123	2 664	1 545	302	123	1 724	940	1 017
Total	**3 191**	**369**	**296**	**3 264**	**1 906**	**302**	**123**	**2 085**	**1 179**	**1 285**
Immobilisations corporelles										
Equipements, mobiliers,installations	2 736	132	550	2 317	2 405	87	550	1 942	375	331
Total	**2 736**	**132**	**550**	**2 317**	**2 405**	**87**	**550**	**1 942**	**375**	**331**

* L'acquisition de FSA Intermédiation en 2022 a eu pour impact la constatation d'un mali de fusion de 83 k€

NOTE 6 - AUTRES ACTIFS

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Primes sur instruments conditionnels vendus	**0**	**16**
Comptes de règlement sur titres	**3 568**	**3 471**
Débiteurs divers	**6 108**	**6 878**
Dépôts de garantie	975	1 540
Divers	1 025*	615
Débiteur douteux	45	45
Provision douteux	(45)	(45)
Biens immobiliers	4 109	4 723
Total	**9 676**	**10 365**

** Dont créance concernant les entreprises liées : 500 milliers d'euros en 2022 et 45 milliers d'euros en 2021*

NOTE 7 - COMPTES DE REGULARISATIONS

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Valeurs à rejeter	94	28
Produits à recevoir	488	1 689
Charges constatées d'avance	526	169
Divers	421	56
Total	**1 529**	**1 942**

INFORMATIONS SUR LE PASSIF DU BILAN

NOTE 8 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir

(en milliers d'euros)

	2022					2021
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	Total	Total
Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à vue	**8 711**				**8 711**	**47 767**
Dépôts et comptes ordinaires	8 711				8 711	47 767
Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à terme		**300**			**300**	**300**
Emprunt et compte à terme		300			300	300
Dettes rattachées	**0**				**0**	**24**
à vue	0				0	24
Total	**8 711**	**300**			**9 011**	**48 091**

NOTE 9 - OPERATIONS SUR LA CLIENTELE

	2022					2021
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	Total	Total
Comptes créditeurs de la clientèle	**470 217**	**10 304**	**5 023**	**2 770**	**488 314**	**394 874**
Comptes d'épargne à régime spécial	**5 905**				**5 905**	**4 910**
Comptes sur livret	325				325	461
Plan d'épargne actions	5 580				5 580	4 449
Autres dettes	**464 312**	**10 304**	**5 023**	**2 770**	**482 409**	**389 964**
A vue	***462 250***				***462 250***	***362 184***
Dépôts et comptes ordinaires*	462 250				462 250	362 184
A terme	***2 062***	***10 304***	***5 023***	***2 770***	***20 159***	***27 780***
Comptes à terme	2 000	10 304	5 023	2 770	20 097	27 649
Dettes rattachées	62				62	131
Dettes représentées par un titre					**-**	**-**
Titres négociables à court terme						
Dettes rattachées						

** Dont dettes concernant les entreprises liées : 250 milliers d'euros en 2022 et 410 milliers en 2021*

NOTE 10 - AUTRES PASSIFS

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Primes sur instruments conditionnels vendus	**2**	**3**
Comptes de règlement sur titres	**0**	**318**
Créditeurs divers	**5 302**	**2 465**
Dépôt de garantie versé	1 940	-
Etat - Impôt société à payer	0	426
Dettes fiscales et sociales	673	783
Rente viagère à payer	848	965
Divers (à détailler)	1 841	291
Total	**5 304**	**2 786**

** Dont dettes concernant les entreprises liées : 111 milliers d'euros en 2022 et 45 milliers d'euros en 2021*

NOTE 11 - COMPTES DE REGULARISATION

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Charges à payer	2 289	1 909
Produits constatés d'avance	115	13
Compte ajustement sur instruments financiers à terme	69	133
Divers (à détailler)	1 345	987
Total	**3 818**	**3 042**

NOTE 12 - EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

Le capital est composé de 160 000 actions de 100 euros de valeur nominale conférant toutes les mêmes droits.

	31/12/2021 Avant répartition	*Affectation 2021*	*31/12/2021 Après répartition*	*31/12/2022 Avant répartition*	*Affectation 2022*	*31/12/2022 Après répartition*
Capital souscrit	16 000		16 000	16 000		16 000
Réserve légale	1 600		1 600	1 600		1 600
Réserve facultative	12 600		12 600	12 600		12 600
Report à nouveau	11 773	1 980	13 753	13 753	1 994	15 747
Résultat de l'exercice	2 580	(2 580)	-	2 294	(2 294)	-
Total	**44 553**	**(600)**	**43 953**	**46 247**	300	**45 947**

INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN

NOTE 13 - ENGAGEMENTS

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Engagements donnés		
Engagements de financement	26 224	23 162
en faveur de la clientèle	*26 224*	*23 162*
Engagements de garantie	6 398	7 269
en faveur de la clientèle	*6 398*	*7 269*
Engagements sur titres	2 905	6 371
*Titres à recevoir pour compte propre***	*2 905*	*6 371*
Engagements reçus		
Engagements de financement	**48 736**	**-**
reçus d'établissements de crédit	*48 736*	-
Engagements de garantie	4 306	5 444
reçus d'établissements de crédit	*4 306**	*5 444*

** dont garantie de l'Etat français, dans le cadre de l'octroi de prêt PGE suite à la " crise COVID-19 " de 3 772 milliers d'euros au 31 décembre 2022. identique au 31 décembre 2021*

*** engagement de la Banque d'achat de titres de placement*

NOTE 14 - ENGAGEMENTS RECUS DE LA CLIENTELE

Les hypothèques immobilières de premier rang reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31 décembre 2022, à 260 349 milliers d'euros contre 208 931 milliers d'euros au 31 décembre 2021

Les autres garanties reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31 décembre 2022, à 557 991 milliers d'euros contre 449 089 milliers d'euros au 31 décembre 2021

NOTE 15 - ENGAGEMENT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

(en milliers d'euros)

Les instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés tant organisés que de gré à gré sont exprimés en valeur notionnelle des contrats traités (qu'il s'agisse de contrats à terme fermes ou de contrats d'options) et en valeur nominale touchant les échanges de taux contrats traités. Les valeurs exprimées en devises ont été converties en euros au cours du change retenu pour la clôture des comptes d'intérêt.

	2022				2021			
	Marchés organisés		Marchés de gré à gré		Marchés organisés		Marchés de gré à gré	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX								
Couverture globale			**17 800**	**17 800**			**26 625**	**26 625**
Opérations d'échange de taux d'intérêt*			17 800	17 800			26 625	26 625
Couverture affectée			**37 485**	**9 207**			**36 372**	**11 653**
Contrats conditionnels			37 485	9 207			36 372	11 653
INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS								
Couverture affectée	**0**				**3 141**			
Contrats conditionnels	0				3 141			

* Par convention, les swaps " achetés " sont les swaps pour lesquels la banque paie le taux fixe, les swaps " vendus " sont les swaps pour lesquels la banque reçoit le taux fixe.

INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2022					2021
	inf. à 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total	Total
Achat sur marché de gré à gré						
Nominal	*663*	*282*	*26 125*	*28 215*	55 285	62 997
Valeur de marché	*1*	*1*	*1 407*	*159*	*1 568*	*1 910*
Vente sur marché de gré à gré						
Nominal			*219*	*8 988*	9 207	11 653
Valeur de marché			*3*	*685*	*688*	*146*

INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2022		2021
	inf. à 3 mois	Total	Total
Achat sur marché organisé			
Nominal		-	3 141
Valeur de marché		-	*607*

INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 16 - INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Produits des opérations		
*** avec les établissements de crédit**	**1 404**	**122**
Produits sur prêts	1 404	122
*** avec la clientèle**	**7 983**	**6 913**
Produits sur créances clientèle	7 982	6 910
Produits sur autres opérations	1	3
Produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	**402**	**138**
Revenus sur titres de placement	213	138
Revenus sur titres d'investissement	189	
TOTAL	**9 789**	**7 173**

NOTE 17 - INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Charges des opérations		
*** avec les établissements de crédit**	**630**	**1 066**
Charges sur dépôts et emprunt	466	792
Charges sur instrument à terme	164	274
*** avec la clientèle**	**115**	**164**
Charges sur titres négociables émis		
Charges sur comptes à terme	102	162
Charges sur autres opérations	13	2
TOTAL	**744**	**1 230**

NOTE 18 - REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

(en milliers d'euros)

	2022	2021
sur parts dans les entreprises liées (note 4)	0	587
Total	**0**	**587**

NOTE 19 - COURTAGES ET COMMISSIONS

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Produits de courtages et commissions	**12 149**	**11 560**
Opérations sur titres	2 702	4 588
Autres opérations	9 447	6 972
Charges de courtages et commissions	**2 861**	**2 255**
Opérations sur titres	824	815
Autres opérations	2 036	1 440
Résultat net sur commissions	**9 288**	**9 305**

NOTE 20 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Titres de transaction	(116)	(8)
Opérations de change	143	178
Opérations sur instruments financiers	(5)	(87)
TOTAL	**22**	**83**

NOTE 21 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Plus value sur titres de placement	276	3
(Dotations)/Reprises de provision	134	(303)
TOTAL	**410**	**(300)**

NOTE 22 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Opérations immobilières	0	333
Charges refacturées	0	177
Prestations	172	40
Produits divers	475	87
Autres produits d'exploitation bancaire	**647**	**637**
Opérations immobilières	0	26
Charges diverses	8	3
Autres charges d'exploitation bancaire	**8**	**29**

NOTE 23 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Frais de personnel (note 24)	7 886	7 394
Autres frais administratifs*	7 682	5 508
Total	**15 567**	**12 902**

** Le montant global annuel des jetons de présence versé en 2022 au Conseil d'administration a été de 35 750 euros. En 2021 il s'élevait également à 35 750 euros.*

NOTE 24 - FRAIS DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Salaires	4 805	4 557
Intéressement	303	239
Participation	39	-
Charges sociales	2 189	2 054
Impôts, taxes et autres charges sur les rémunérations versées	551	544
Total	**7 886**	**7 394**

effectif moyen	**2022**	**2021**
Effectif moyen	**63**	**67**
Dont cadres	37	42

A leur départ en retraite, les employés de la société perçoivent une indemnité conformément à la loi et aux dispositions de la convention collective applicable. La politique de la Banque d'Escompte est de ne pas constituer de provision au titre des droits acquis par le personnel, mais de prendre la charge correspondante dans l'exercice au cours duquel le paiement effectif de la dette intervient.
Au 31 décembre 2022, cette charge a été évaluée à 164 milliers d'euros avant impôt, elle avait été évaluée en 2021 à 294 milliers d'euros.

NOTE 25 - COUT DU RISQUE

en milliers d'euros

	2021	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	2022
Provision pour dépréciation					
Créances sur Clientèle *(note 3)*	2 096	383*	(67)	(109)	2 303
Débiteurs divers *(note 6)*	45	0	0		45
Emplois divers *(note 6)*	-				-
Total des provisions pour dépréciation	**2 141**	**383**	**(67)**	**(109)**	**2 348**
Provisions pour risques et charges					
Provision risque prud'homal	192				192
Provision risque litige clientèle	225	0	0		225
Provision pour charges	-				-
Total des provisions pour risques et charges	**417**	**0**	**0**	**0**	**417**

** la dotation aux provisions de 383 Keur a été classé pour :*
- 50 keur à la provision des intérêts sur les créances douteuses, et sont donc une charge du produit net bancaire ;
- les 333 keur restant en dotation aux provisions font partie intégrantes du coût du risque.

Le coût du risque pour l'exercice 2022 contribue aux résultats pour -335 keur provenant de :

Reprise de provisions pour dépréciation utilisée	*67*
Reprise de provisions pour dépréciation non utilisée	*109*
Reprise aux provisions pour débiteurs divers	-
Reprise de provisions pour risques et charges utilisée	-
Reprise de provisions pour risques et charges non utilisée	
Récupération sur créances amorties	*0*
sous total	176
Dotation aux provisions pour dépréciation Clientèle	*(383)*
Dotation aux provisions pour débiteurs divers	-
Dotation aux provisions pour risques et charges	-
Créances irrécouvrables couvertes par provision	*(87)*
Créances irrécouvrables non couvertes par provision	*(41)*
sous total	(511)
Contribution nette aux résultats	**(335)**

NOTE 26 - RESULTATS EXCEPTIONNELS

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Produits exceptionnels	0	2
Charges exceptionnelles	(43)	(106)*
Total	**(43)**	**(104)**
** dont contrôle urssaf : 51 milliers d'euros en 2021*		

NOTE 27 - IMPOT SUR LES SOCIETES

(en milliers d'euros)

1. La Banque d'Escompte détenant une filiale à plus de 95 % a opté pour le régime de l'intégration fiscale de ses résultats taxables.
La convention d'intégration prévoit que les charges d'impôts sont supportées par la société intégrée comme cela aurait été le cas en l'absence d'intégration.
Les économies d'impôt éventuellement réalisées par le groupe sont constatées dans les livres de la société mère.

2. Charge de l'impôt sur les sociétés	**2022**	**2021**
Impôts avant retraitement fiscal au taux normal	777	876
Effet d'impôt des différences permanentes :	28	(135)
Régime des sociétés mères et des filiales	-	*(154)*
Divers	*28*	*19*
Effets d'impôt des différences temporaires		
Impôts dus au taux de 26,5 %		**741**
Impôts dus au taux de 25 %	**805**	
Charges/(Produits) d'intégration fiscale		
Imputation des crédits d'impôt	**(35)**	**(23)**
Contribution sociale 3,30 %	**7**	**10**
Charge/ (Produit) d'impôt sur les sociétés	**777**	**728**

3. Ventilation de l'impôt sur les sociétés	**2022**	**2021**
Impôts sur résultats courants	788	756
Impôts sur résultats exceptionnels	(11)	(28)
Total	**777**	**728**

4. Impôt différé sur les sociétés

Au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021 il n'existait ni créance ni dette d'impôt différé.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés *(Exercice clos le 31 décembre 2022)*

Aux Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Banque d'Escompte - Banque Wonnser Frères relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les nonnes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe l, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelée précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation des créances sur base individuelle

Risque identifié	*Notre réponse*
Le Groupe Banque d'Escompte - Wormser Frères est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques, résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts. La Banque constitue des provisions pour couvrir les risques avérés de pertes. Comme indiqué dans l'annexe aux comptes consolidés, les créances douteuses présentant un risque de non recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif de façon à couvrir les pertes prévisionnelles. Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examens réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Nous avons considéré que l'évaluation de ces provisions constitue un point clé de l'audit des comptes consolidés, compte tenu de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination de l'exposition individuelle de la Banque.	Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par la Banque d'Escompte - Wormser Frères pour évaluer, sur une base individuelle, le montant des dépréciations des créances de sa clientèle, notamment au travers d'échanges réguliers avec la direction et plus particulièrement avec la direction des engagements et le service juridique. Nos travaux ont consisté en la réalisation de teste, par sondage, du dispositif d'identification et de suivi des risques de crédits et du dispositif d'estimation des dépréciations. Sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons analysé la documentation relative à l'appréciation du risque de non recouvrement.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Le cabinet Mazars a été nommé commissaire aux comptes de la société Banque d'Escompte par l'Assemblée Générale du 9 avril 2008.

A la date de clôture, le cabinet Mazars était dans la quinzième année de sa mission sans interruption.

Madame Maryse Le Goff est devenue commissaire aux comptes titulaire à la suite de la démission de Monsieur Nicolas Goldet en date du 11 septembre 2017.

A la date de clôture, Madame Maryse Le Goff était dans la sixième année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

• il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

• il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

• il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

• il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

• il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

• concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et Courbevoie, le 22 mai 2023

Les Commissaires aux comptes

MARYSE LE GOFF
MARYSE LE GOFF
MAZARS
BERTRAND DESPORTES

BILAN

avant répartition

ACTIF	31.12.2022	31.12.2021
Opérations interbancaires et assimilées (note 2)	132 440 348	195 078 514
Opérations avec la clientèle (note 3)	312 256 499	258 898 514
Obligations,actions et autres titres à revenu fixe et variable (note 1)	95 471 297	25 289 076
Participations,activité de portefeuille et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme	384 211	384 212
Immobilisations corporelles et incorporelles (note 4)	2 973 501	1 624 189
Autres comptes de régularisation et actifs divers (note 5)	11 556 006	12 909 920
Total	**555 081 863**	**494 184 425**

PASSIF	31.12.2022	31.12.2021
Opérations interbancaires et assimilées (note 6)	9 011 037	48 090 728
Opérations avec la clientèle (note 7)	488 064 324	394 464 199
Dettes représentés par un titre (note 7)	-	-
Autres comptes de régularisation et passifs divers (note 8)	10 221 019	6 168 341
Provisions pour risques et charges (note 22)	593 696	728 649
Intérêts minoritaires	-	-
Capitaux propres (hors FRBG) (note 9)	47 191 788	44 732 508
Part du groupe		
- Capital souscrit	*16 000 000*	*16 000 000*
- Réserves consolidées et autres	*28 132 508*	*25 903 681*
- Résultat de l'exercice	*3 059 281*	*2 828 827*
Total	**555 081 863**	**494 184 425**

HORS-BILAN

en euros

	31.12.2022	31.12.2021
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements donnés de l'activité bancaire (note 10)	**35 527 820**	**36 801 117**
Engagements de financement	26 224 050	23 161 644
Engagements de garantie	6 398 485	7 268 723
Engagements sur titres	2 905 285	6 370 750
Engagements reçus de l'activité assurance	**-**	**-**
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements reçus de l'activité bancaire (note 10)	**53 041 737**	**5 443 875**
Engagements de financement	48 735 922	-
Engagements de garantie	4 305 815	5 443 875
Engagements sur titres	0	0
Engagements reçus de l'activité assurance	**-**	**-**

COMPTE DE RESULTATS

en euros

	31.12.2022	31.12.2021
Intérêts et produits assimilés (note 13)	9 789 150	7 173 128
Intérêts et charges assimilées (note 14)	744 229	1 230 616
Revenus des titres à revenu variable	364	277
Commissions (produits) (note 15)	13 683 959	13 127 575
Commissions (charges) (note 15)	2 262 422	1 660 645
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (note 16)	21 982	83 428
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (note 17)	409 947	(300 445)
Autres produits (charges) d'exploitation (note 18)	647 834	602 141
Autres charges d'exploitation bancaire (note 18)	52 844	28 601
PRODUIT NET BANCAIRE	**21 493 740**	**17 766 242**
Charges générales d'exploitation (note 19)	16 674 043	13 893 404
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	396 658	348 888
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**4 423 039**	**3 523 950**
Coût du risque (note 21)	(334 852)	459 188
RESULTAT D'EXPLOITATION	**4 088 187**	**3 983 138**
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-	(14 225)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**4 088 187**	**3 968 913**
Résultats exceptionnels (note 22)	(42 919)	(103 786)
Impôts sur les bénéfices (note 23)	(985 987)	(1 036 300)
Intérêts minoritaires	-	-
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	**3 059 281**	**2 828 827**

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES au 31 décembre 2022

MODALITES DE CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation

La consolidation porte sur les sociétés contrôlées directement et indirectement par la Banque Wormser Frères. Ces sociétés et le pourcentage de contrôle et d'intérêt les concernant se présentent ainsi :

	31/12/2022		31/12/2021	
	% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Wormser Frères Gestion	100,00	100,00	100,00	100,00

Méthode de consolidation

Les comptes consolidés de l'exercice 2022 ont été établis à partir des comptes sociaux des sociétés correspondant à un exercice de douze mois, débutant le 1er janvier 2022 et prenant fin le 31 décembre 2022.

Les sociétés détenues à plus de 50 % sont consolidées par intégration globale, celles détenues à plus de 25 % et à moins de 50 % sont consolidées par mise en équivalence, sauf pour celles dont l'impact n'est pas significatif.
Les soldes et opérations réciproques figurant au bilan ou en compte de résultats ont été éliminés pour les sociétés consolidées par intégration globale.

Différence de première consolidation

Des différences existent entre les prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la valeur de la part du groupe dans leur actif net à la date des prises de participations. Ces différences positives ont été affectées au poste " différence de première consolidation " à l'actif du bilan.

Imposition différée

Certains retraitements apportés aux comptes sociaux des sociétés consolidées, ainsi que certains décalages d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux, dégagent des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable retraité. Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés.

Intérêts des minoritaires

Il s'agit de la part des minoritaires dans la situation nette comptable et dans les résultats des filiales consolidées par intégration globale.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes consolidés annuels ont été établis conformément aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire et aux dispositions du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables.

PORTEFEUILLE-TITRES

Conformément au Livre II titre 3 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, il est distingué plusieurs catégories de titres : les titres de transaction, les titres de placement, les titres d'investissement et les titres de participation et filiales.

Le portefeuille est mouvementé à la date de règlement des titres. Durant la période allant de la date de négociation à celle du règlement, les opérations sur titres sont enregistrées au hors-bilan sous la rubrique " Engagements sur titres ".

*Les **titres de transaction** sont acquis avec une intention de revente dans un délai à court terme. Ils sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Ces titres sont négociables sur un marché actif et évalués tant à l'actif qu'au passif au cours de clôture de l'exercice, le solde des écarts d'évaluation est porté en charges ou en produits au compte de résultats. Ils sont inscrits au bilan lors du règlement, ils sortent du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable.*

*Les **titres de placement** sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées. Ces titres sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe fait l'objet d'une imputation prorata temporis, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats sous la rubrique " Revenus des titres à revenu fixe " et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle. Ils sont évalués sur la base du cours le plus récent. Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation si le prix du marché est inférieur à leur valeur comptable.*

*Les **titres d'investissement** sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance.*

Ils font l'objet d'une certitude de refinancement jusqu'à leur échéance et ne doivent pas être soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention d'être détenus jusqu'à leur échéance. La capacité de conserver les titres jusqu'à leur échéance se justifie soit par l'existence de ressources ou d'accords de refinancement dont la durée restant à courir est au moins égale à celle des titres détenus, soit par adossement des titres aux fonds propres ou aux dépôts reçus, conformément aux hypothèses retenues dans le cadre de la gestion actif/passif.
Ces valeurs ne font pas l'objet d'un provisionnement du risque de marché découlant des variations du niveau des taux d'intérêt. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'une imputation prorata temporis, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats dans la rubrique " Revenus des titres à revenu fixe " et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle ou linéaire en fonction de la nature des titres concernés. Une provision est en outre constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

*Les **titres de participation** sont acquis en vue d'une détention durable. Ils sont évalués au plus bas du prix de revient ou de la valeur d'usage déterminée. Pour les titres non cotés, lorsque la valeur d'usage individuelle des participations devient inférieure à la valeur brute en compte, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence. Lorsque cela est possible, la valeur d'inventaire est estimée à partir de la valeur de sociétés ayant une activité comparable dont les actions sont cotées à la bourse de Paris. Lorsque cela est nécessaire, un abattement peut être pratiqué pour tenir compte des conditions particulières des titres détenus.*

TITRES DONNES OU RECUS EN PENSION

Les recommandations pour l'enregistrement et l'évaluation des opérations de pension précisant les usages de la Place sont appliquées pour l'ensemble des pensions de toutes natures consenties ou obtenues à savoir :

Le cédant maintient à l'actif de son bilan les titres mis en pension et enregistre au passif de son bilan le montant encaissé représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Il identifie à cette rubrique les titres donnés en pension.

Le cessionnaire enregistre à l'actif de son bilan le montant décaissé représentatif de sa créance sur le cédant. Les titres reçus en pension n'entrent pas dans les portefeuilles comptables du cessionnaire.

Lors de l'arrêté comptable, le cédant continue d'évaluer les titres mis en pension selon les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent.

Le cessionnaire ne comptabilise aucune variation de valeur des titres reçus en pension.

La charge relative à la dette du cédant et le produit relatif à la créance du cessionnaire sont enregistrés comme des intérêts.

INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Instruments de taux d'intérêt à terme

Les contrats fermes ou conditionnels de taux d'intérêt à terme, traités sur des marchés organisés et assimilés ou de gré à gré, sont évalués au prix du marché et les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.
Dans le cas d'opérations de couverture affectée, liées à la gestion des positions de taux des actifs et des passifs, les résultats des contrats de taux d'intérêt à terme sont pris en compte de manière symétrique à la comptabilisation des produits ou charges de l'élément couvert, sur la durée de vie résiduelle de cet élément.

Echange de taux d'intérêt

Les contrats d'échange de taux d'intérêt sont enregistrés dans l'une des quatre catégories suivantes selon qu'ils ont pour objet :
a) de maintenir des positions ouvertes isolées ;
b) de couvrir, de manière identifiée dès l'origine, le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes ;
c) de couvrir et gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement ;
d) de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les contrats non dénoués sont enregistrés au hors bilan pour leur montant notionnel.

Les charges et les produits relatifs aux contrats d'échange de taux d'intérêt sont traités différemment selon les catégories décrites ci-dessus.
a) les charges et les produits sont inscrits au compte de résultats prorata temporis. Les pertes latentes éventuelles résultant de la mise à la valeur du marché des contrats font l'objet d'une provision.
b) les charges et les produits relatifs à ces contrats sont inscrits au compte de résultats de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément ou de l'ensemble des éléments couverts.
c) les charges et les produits sont inscrits prorata temporis au compte de résultats.
d) ces contrats sont évalués à leur valeur de marché. Les écarts d'évaluation sont portés en compte de résultats.

Instruments de change à terme

Les opérations de change à terme dites " sèches " ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture ayant pour but de compenser ou de réduire le risque de variation de change d'un ensemble homogène d'éléments de bilan et hors bilan, ces opérations sont évaluées au cours de marché utilisé pour l'évaluation des éléments couverts. Les écarts sont portés au compte de résultat de manière symétrique aux gains ou pertes de change sur les éléments couverts.

OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan pour leur montant nominal. A la clôture de l'exercice, les intérêts courus non encore échus sont calculés prorata temporis et comptabilisés en créances rattachées.
Les prêts consentis signés mais non encore versés sont enregistrés au hors bilan au poste « Engagement de financement ».

En application du Livre II titre 2 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, les créances sont réparties en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Sont qualifiés de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que la Banque ne percevra pas, tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement). Le déclassement d'une créance en encours douteux entraîne le transfert de l'encours total des créances sur une même contrepartie. Pour ces créances douteuses, les intérêts courus ou échus non perçus sont comptabilisés en appliquant le taux contractuel à la valeur brute.

Au sein des créances douteuses, une catégorie spécifique est identifiée, dénommée « créances douteuses compromises ». Il s'agit des créances pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux. Pour ces créances douteuses compromises, les intérêts courus ou échus non perçus ne sont pas enregistrés.

Les créances douteuses comportant un risque de non recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif, de façon à couvrir les pertes prévisionnelles.

Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examens réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées, pour risque de non recouvrement, sont enregistrées en « Coût du risque » du compte de résultats, à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultats.

CONVERSION DES OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les créances, dettes et engagements libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours effectif de cession ou d'achat de ces monnaies ou, en ce qui concerne les produits et charges non encore réglés à la clôture de l'exercice, au taux de change en vigueur à cette date.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations figurent au coût historique diminué des amortissements, calculés sur la durée de vie des actifs concernés. Les durées de vie et modes d'amortissement sont les suivants :

Agencement et mobilier :	*Linéaire*	*10 ans*
Matériels informatiques :	*Linéaire*	*5 ans*
Logiciels :	*Linéaire*	*1 à 7 ans*
Matériel de bureau :	*Linéaire*	*4 à 5 ans*
Frais d'établissement :	*Linéaire*	*3 ans*

DIFFERENCE DE PREMIERE CONSOLIDATION

Les différences de première consolidation font l'objet de dépréciation par voie d'amortissement sur une durée de vingt ans maximum.

COMPTES DE RESULTATS

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les autres commissions non assimilées à des intérêts sont enregistrées selon la nature de la prestation :
- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue : enregistrement au fur et à mesure de la prestation.

Les dividendes des titres sont comptabilisés au moment de leur paiement. Les revenus sur obligations sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période sur laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

EVENEMENTS DE L'EXERCICE

Préalablement à l'acquisition par la société de gestion WFG de la société de gestion Finance SA, la Banque Wormser Frères a procédé à une augmentation de capital de WFG de 1 150 k€. Suite aux acquisitions des sociétés Finance SA et FSA Intermédiation, puis à leur absorption par TUP, Wormser Frères Gestion et la Banque Wormser Frères ont constaté un mali de fusion de respectivement de 1 366 k€ et 83 k€.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

A la date d'établissement des comptes annuels, la banque n'a pas constaté d'impact notable sur la bonne marche de son activité.

MONTANT GLOBAL EN CONTREVALEUR EN EUROS DE L'ACTIF ET DU PASSIF EN DEVISES

(en milliers d'euros)

	2021	***2022***
Total du bilan	*494 184*	*555 082*
Actif en devises	*18 526*	*12 976*
Passif en devises	*17 782*	*12 305*

INFORMATIONS SUR LES IMPLANTATIONS INCLUSES DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATIONSELON L'ARTICLE L. 511-45 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER

2022 : Implantation par pays :	**Métier**
France	
Banque Wormser Frères	*Banque privée*
Wormser Frères Gestion	*Société de gestion*

Informations par pays (en milliers d'euros) :

France	**2021**	**2022**
Chiffre d'affaires	*20 987*	*24 143*
Produit Net bancaire	*17 766*	*21 494*
Effectifs en équivalent temps plein	*72*	*74.5*
Bénéfice avant impôt	*3 865*	*4 045*
Impôts sur les bénéfices courants	*- 1 036*	*- 986*
Impôts sur les bénéfices différés	*Néant*	*Néant*
Subventions publiques reçues	*Néant*	*Néant*

INFORMATIONS SUR L'ACTIF DU BILAN

NOTE 1 - EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE, ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE

(en milliers d'euros)

	Exercice 2022				**Exercice 2021**			
	Effets publics	**Obligations et autres titres à revenu fixe**	**Actions et autres titres à revenu variable**	**Total**	**Effets publics**	**Obligations et autres titres à revenu fixe**	**Actions et autres titres à revenu variable**	**Total**
Portefeuille de transaction	**552**	**-**	**-**	**552**	**547**	**-**	**375**	**922**
OAT et BTF	*552*			*552*	*547*			*547*
Actions cotées				*-*				*-*
Opc				*-*			*375*	*375*
Portefeuille de placement	**23 735**	**1 679**	**19 072**	**44 486**	**12 332**	**2 172**	**9 863**	**24 367**
Valeurs brutes	***23 688***	***1 982***	***19 170***	***44 840***	***12 335***	***2 469***	***10 133***	***24 937***
OAT et BTF	*16 199*			*16 199*				*-*
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	*7 489*			*7 489*	*12 335*			*12 335*
Obligations		*1 982*		*1 982*		*2 469*		*2 469*
Opc			*16 720*	*16 720*			*9 169*	*9 169*
Actions non cotées et parts sociales			*2 373*	*2 373*			*780*	*780*
Actions cotées			*77*	*77*			*184*	*184*
Créances rattachées	***75***	***11***		***86***		***6***		*6*
Provision	***(28)***	***(314)***	***(98)***	***(440)***	***(3)***	***(303)***	***(270)***	***(576)***
OAT et BTF	*(24)*			*(24)*				*-*
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	*(3)*			*(3)*	*(3)*			*(3)*
Obligations		*(314)*		*(314)*		*(303)*		*(303)*
Opc			*(98)*	*(98)*			*(270)*	
Portefeuille d'investissement	**50 433**	**-**	**-**	**50 433**				**-**
OAT et BTF	*39 890*			*39 890*				*-*
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	*10 401*			*10 401*				*-*
Créances rattachées	***142***			***142***				**-**
Total	**74 721**	**1 679**	**19 072**	**95 471**	**12 879**	**2 172**	**10 238**	**25 289**

	2022						2021
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	Total
Portefeuille de transaction		**8**		**97**	**447**	**552**	**547**
OAT et BTF		*8*		*97*	*447*	*552*	*547*
Portefeuille de placement	**5 589**	**1 849**	**16 199**	**100**	**1 882**	**25 619**	**14 804**
OAT et BTF			16 199			16 199	
Valeur d'acquisition			*16 000*			*16 000*	
Décote / Prime			*199*			*199*	
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	5 589	1 849	0			7 438	12 335
Valeur d'acquisition	*5 617*	*1 872*				*7 489*	*12 339*
Décote / Prime	*(28)*	*(23)*				*(51)*	*(4)*
Obligations				100	1 882	1 982	2 469
Valeur d'acquisition				*100*	*5 964*	*6 064*	*5 919*
Décote / Prime					*(4 082)*	*(4 082)*	*(3 450)*

Portefeuille de Placement

(en milliers d'euros)

Composition du portefeuille de Placement

	Exercice 2022				Exercice 2021			
	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente
Obligations assimilables du Trésor français	16 199	16 175	24					
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	7 489	7 437	3	2	12 335	12 332	3	
Obligations	1 982	1 684	314	16	2 469	2 198	303	27
OPC	16 720	17 254	98	632	9 169	10 174	270	1 275
Actions	2 450	2 469		19	964	994		30
	44 840	**45 019**	**440**	**669**	**24 937**	**25 698**	**576**	**1 332**

Mouvements du portefeuille de Placement

	01/01/2022	Entrées	Sorties	31/12/2022	01/01/2021	Entrées	Sorties	31/12/2021
Portefeuille de Placement	**24 937**	41 624	21 721	**44 840**	**14 317**	20 356	9 736	**24 937**

NOTE 2 - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir

(en milliers d'euros)

	2022						2021
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	Total
Caisse, Banques centrales, CCP	**102 736**					**102 736**	**162 734**
Créances sur établissement de crédit	**14 704**	**10 000**	**5 000**			**29 704**	**32 344**
Comptes ordinaires à vue	14 659					14 659	32 344
Prêts et comptes à terme	45	10 000	5 000			15 045	
Total	**117 440**	**10 000**	**5 000**			**132 440**	**195 078**

NOTE 3 - OPERATIONS SUR LA CLIENTELE

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2022						2021
	inf. à 3 mois	**de 3 à 6 mois**	**de 6 mois**	**sup à 1 an**	**sup à 5 ans**	**Total**	**Total**
Autres concours	**6 588**	**2 890**	**13 982**	**145 500**	**123 829**	**292 789**	**247 961**
Crédits à la clientèle à court terme	4 490	598	9 048			14 136	21 862
Crédits à la clientèle à long terme	2 098	2 292	4 934	145 500	123 829	278 653	226 099
Comptes ordinaires débiteurs	**5 828**					**5 828**	**7 778**
Créances douteuses (voir note ci dessous)						**12 925**	**2 276**
Créances rattachées	**51**	**0**	**0**	**0**	**0**	**714**	**884**
Autres concours						663	819
Comptes ordinaires débiteurs	51					51	65
Total	**12 467**	**2 890**	**13 982**	**145 500**	**123 829**	**312 256**	**258 899**

Répartition des créances saines par type de clientèle

	2022	2021
Sociétés	80 %	75 %
Entrepreneurs individuels	-	-
Particuliers	20 %	25 %

Répartition des créances saines par type de taux

	2022	2021
Taux variable	12 %	15 %
Taux fixe	88 %	85 %

Concentration des risques (10 principaux encours sains)

en milliers d'euros

	Crédits et découverts utilisés	Crédits et découverts non utilisés	Risques bruts	Nantissement Espèces	Garantie PGE	Hypothèques reçues en garanties
1	11 314	2	11 316	2 070	0	6 692
2	9 336	6	9 342	0	0	4 362
3	8 618	0	8 618	0	0	4 163
4	7 997	0	7 997	0	0	4 013
4	7 093	160	7 253	0	0	3 113
6	6 503	0	6 503	0	0	3 250
7	1 562	4 841	6 403	4 000	0	1 405
8	2 001	4 000	6 001	0	450	0
9	5 766	0	5 766	378	0	4 350
10	5 090	115	5 205	0	0	0
TOTAL	**65 280**	**9 124**	**74 404**	**6 448**	**450**	**31 348**

Restructuration des créances saines

Au 31 décembre 2022, l'encours des prêts de 292 782 milliers d'euros comportent 3 prêts, d'un montant total de 1 067 milliers d'euros ayant fait l'objet d'une restructuration (prolongation du terme ou baisse de taux).

Créances douteuses
(en milliers d'euros)

	Montants bruts 31/12/2022	Provisions 31/12/2022	Montants nets 31/12/2022	Montants bruts 31/12/2021	Provisions 31/12/2021	Montants nets 31/12/2021
Créances douteuses compromises	3 149	1 978	1 171	3 331	2 019	1 312
Créances douteuses	12 080	326	11 754	1 041	77	964
Total	**15 229**	**2 304**	**12 925**	**4 372**	**2 096**	**2 276**

De nouvelles procédures applicables aux crédits non performants ont été mises en place en 2022. Cela a conduit à l'identification plus rapide des difficultés des contreparties et à leur passage en créances douteuses. L'examen de ces créances et la qualité des garanties prises en contrepartie permettent de limiter la constatation de provisions.

NOTE 4 - IMMOBILISATIONS

(en milliers d'euros)

	Valeurs brutes 01/01/2022	Acquisitions	Cessions/ Comptes à comptes	Valeurs brutes 31/12/2022	Amortis. /Provisions pour dépréciation 01/01/2022	Dotations	Reprises	Amortis. /Provisions pour dépréciation 31/12/2022	Valeurs comptables nettes	
									31/12/22	31/12/21
Immobilisations incorporelles										
Fonds de commerce	102	1 460	-	1 562	-			-	1 562	102
Frais d'établissement	361		-	361	361			361	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	166	49	172	43	-			-	43	166
Autres immobilisations	2 588	258	123	2 722	1 564	314	123	1 754	968	1 024
Total	**3 217**	**1 768**	**296**	**4 689**	**1 925**	**314**	**123**	**2 115**	**2 574**	**1 292**
Immobilisations corporelles										
Equipements, mobiliers,installations	2 749	205	550	2 404	2 417	137	550	2 004	400	332
Total	**2 749**	**205**	**550**	**2 404**	**2 417**	**137**	**550**	**2 004**	**400**	**332**
Total	**5 966**	**1 973**	**846**	**7 093**	**4 342**	**451**	**550**	**4 119**	**2 974**	**1 624**

NOTE 5 - AUTRES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Primes sur instruments conditionnels vendus	**0**	**16**
Comptes de règlement sur titres	**3 568**	**3 471**
Débiteurs divers	**5 895**	**6 917**
Dépôts de garantie	1 005	1 540
Etat, créance sur impôt société différé	188	82
Divers	593	572
Débiteur douteux	45	45
Provision douteux	(45)	(45)
Biens immobiliers	4 109	4 723
Comptes de régularisation	**2 093**	**2 506**
Valeurs à rejeter	94	28
Produits à recevoir	956	2 246
Charges constatées d'avance	620	172
Divers	422	60
Total	**11 556**	**12 910**

INFORMATIONS SUR LE PASSIF DU BILAN

NOTE 6 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2022					2021
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	Total	Total
Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à vue	**8 711**				**8 711**	**47 767**
Dépôts et comptes ordinaires	8 711				8 711	47 767
Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à terme		**300**			**300**	**300**
Emprunt et compte à terme		300			300	300
Dettes rattachées	**0**				**0**	**24**
à vue	0				0	24
Total	**8 711**	**300**			**9 011**	**48 091**

NOTE 7 - OPERATIONS SUR LA CLIENTELE

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2022					2021
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	Total	Total
Comptes créditeurs de la clientèle	**469 967**	**10 304**	**5 023**	**2 770**	**488 064**	**394 464**
Comptes d'épargne à régime spécial	**5 905**				**5 905**	**4 910**
Comptes sur livret	325				325	461
Plan d'épargne actions	5 580				5 580	4 449
Autres dettes	**464 062**	**10 304**	**5 023**	**2 770**	**482 159**	**389 554**
A vue	***462 000***				***462 000***	***361 774***
Dépôts et comptes ordinaires	462 000				462 000	361 774
A terme	***2 062***	***10 304***	***5 023***	***2 770***	***20 159***	***27 780***
Comptes à terme	2 000	10 304	5 023	2 770	20 097	27 649
Dettes rattachées	62				62	131
Dettes représentées par un titre					-	-
Titres négociables à court terme						
Dettes rattachées						

NOTE 8 - AUTRES COMPTES DE REGULARISATIONS ET PASSIFS DIVERS

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Primes sur instruments conditionnels vendus	**2**	**3**
Comptes de règlement sur titres	**0**	**318**
Créditeurs divers	**5 511**	**2 546**
Dépôt de garantie versé	1 940	-
Etat - Impôt société à payer	0	426
Dettes fiscales et sociales	931	864
Rente viagère à payer	848	965
Divers (à détailler)	1792	291
Comptes de régularisation	**4708**	**3301**
Charges à payer	3 179	2 168
Produits constatés d'avance	115	13
Compte ajustement sur instruments financiers à terme	69	133
Divers (à détailler)	1 345	987
Total	**10 221**	**6 168**

NOTE 9 - EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

	Capital	Réserves consolidées et autres	Report à nouveau	Résultats	Total
Capitaux propres au 31/12/2021 avant affectation	**16 000**	**14 130**	**11 773**	**2 829**	**44 732**
Affectation du résultat 2021		*242*	*1 987*	*(2 829)*	*(600)*
Capitaux propres au 31/12/2021 après affectation	**16 000**	**14 372**	**13 760**	**-**	**44 132**
Résultat 2022				3 059	3 059
Capitaux propres au 31/12/2022 avant affectation	**16 000**	**14 372**	**13 760**	**3 059**	**47 191**
Affectation du résultat 2022			2 759	(3 059)	(300)
Capitaux propres au 31/12/2022 après affectation	**16 000**	**14 372**	**16 519**	**-**	**46 891**

INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN

NOTE 10 - ENGAGEMENTS

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Engagements donnés		
Engagements de financement	26 224	23 162
en faveur de la clientèle	*26 224*	*23 162*
Engagements de garantie	6 398	7 269
en faveur de la clientèle	*6 398*	*7 269*
Engagements sur titres	2 905	6 371
*Titres à recevoir pour compte propre***	*2 905*	*6 371*
Engagements reçus		
Engagements de financement	**48 736**	**-**
reçus d'établissements de crédit	*48 736*	**-**
Engagements de garantie	4 306	5 444
reçus d'établissements de crédit	*4 306**	*5 444*

** dont garantie de l'Etat français, dans le cadre de l'octroi de prêt PGE suite à la " crise COVID-19 " de 3 772 milliers d'euros au 31 décembre 2022, identique au 31 décembre 2021*

*** engagement de la Banque d'achat de titres de placement*

NOTE 11 - ENGAGEMENTS RECUS DE LA CLIENTELE

Les hypothèques immobilières de premier rang reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31 décembre 2022, à 260 349 milliers d'euros contre 208 931 milliers d'euros au 31 décembre 2021

Les autres garanties reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31 décembre 2022, à 557 991 milliers d'euros contre 449 089 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

NOTE 12 - ENGAGEMENT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

(en milliers d'euros)

Les instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés tant organisés que de gré à gré sont exprimés en valeur notionnelle des contrats traités (qu'il s'agisse de contrats à terme fermes ou de contrats d'options) et en valeur nominale touchant les échanges de taux contrats traités. Les valeurs exprimées en devises ont été converties en euros au cours du change retenu pour la clôture des comptes d'intérêt.

	2022				2021			
	Marchés organisés		Marchés de gré à gré		Marchés organisés		Marchés de gré à gré	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX								
Couverture globale			**17 800**	**17 800**			**26 625**	**26 625**
Opérations d'échange de taux d'intérêt *			17 800	17 800			26 625	26 625
Couverture affectée			**37 485**	**9 207**			**36 372**	**11 653**
Contrats conditionnels			37 485	9 207			36 372	11 653
INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS								
Couverture affectée	**0**				**3 141**			
Contrats conditionnels	0				3 141			

* Par convention, les swaps " achetés " sont les swaps pour lesquels la banque paie le taux fixe , les swaps " vendus " sont les swaps pour lesquels la banque reçoit le taux fixe.

INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2022					2021
	inf. à 3 mois	de 6 mois à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total	Total
Achat sur marché de gré à gré						
Nominal	*663*	*282*	*26 125*	*28 215*	55 285	62 997
Valeur de marché	*1*	*1*	*1 407*	*159*	*1 568*	*1 910*
Vente sur marché de gré à gré						
Nominal			*219*	*8 988*	9 207	11 653
Valeur de marché			*3*	*685*	*688*	*146*

INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2022		2021
	inf. à 3 mois	Total	Total
Achat sur marché organisé			
Nominal		-	3 141
Valeur de marché		-	*607*

INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 13 - INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Produits des opérations		
*** avec les établissements de crédit**	**1 404**	**122**
Produits sur prêts	1 404	122
*** avec la clientèle**	**7 983**	**6 913**
Produits sur créances clientèle	7 982	6 910
Produits sur autres opérations	1	3
Produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	**402**	**138**
Revenus sur titres de placement	213	138
Revenus sur titres d'investissement	189	
TOTAL	**9 789**	**7 173**

NOTE 14 - INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Charges des opérations		
*** avec les établissements de crédit**	**630**	**1 066**
Charges sur dépôts et emprunt	466	792
Charges sur instrument à terme	164	274
*** avec la clientèle**	**115**	**164**
Charges sur titres négociables émis		
Charges sur comptes à terme	102	162
Charges sur autres opérations	13	2
TOTAL	**744**	**1 230**

NOTE 15 - COURTAGES ET COMMISSIONS

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Produits de courtages et commissions	**13 684**	**13 128**
Opérations sur titres	4 237	6 097
Autres opérations	9 447	7 031
Charges de courtages et commissions	**2 262**	**1 661**
Opérations sur titres	226	221
Autres opérations	2 036	1 440
Résultat net sur commissions	**11 422**	**11 467**

NOTE 16 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Titres de transaction	(116)	(8)
Opérations de change	143	178
Opérations sur instruments financiers	(5)	(87)
TOTAL	**22**	**83**

NOTE 17 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Plus value sur titres de placement	276	3
(Dotations)/Reprises de provision	134	(303)
TOTAL	**410**	**(300)**

NOTE 18 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Opérations immobilières	0	333
Charges refacturées	0	142
Prestations	172	40
Produits divers	475	87
Autres produits d'exploitation bancaire	**647**	**602**
Opérations immobilières	0	26
Charges diverses	53	3
Autres charges d'exploitation bancaire	**53**	**29**

NOTE 19 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Frais de personnel	8 667	8 011
Autres frais administratifs *	8 007	5 882
Total	**16 674**	**13 893**

** Le montant global annuel des jetons de présence versé en 2022 au Conseil d'administration a été de 35 750 euros. En 2021 il s'élevait également à 35 750 euros.*

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes facturés au titre du contrôle légal des comptes en 2022 et 2021 a été respectivement de 117 162 euros et 109 098 euros.
Il n'y a pas eu d'honoraires des commissaires aux comptes facturés au titre des conseils et prestations de service entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes ni en 2022, ni en 2021.

NOTE 20 - FRAIS DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Salaires	5 295	4 960
Intéressement	352	262
Participation	39	
Charges sociales	2 381	2 214
Impôts, taxes et autres charges sur les rémunérations versées	600	575
Total	**8 667**	**8 011**

Le nombre moyen des salariés permanents employés au cours de l'exercice par les entreprises consolidées par intégration globale est de 74,5 personnes, contre 72 personnes sur l'exercice précédent.

NOTE 21 - COUT DU RISQUE

(en milliers d'euros)

	2021	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	2022
Provision pour dépréciation					
Créances sur Clientèle *(note 3)*	2 096	383	(67)	(109)	2 303
Débiteurs divers *(note 6)*	45	0	0		45
Emplois divers *(note 6)*	-				-
Total des provisions pour dépréciation	**2 141**	**383**	**(67)**	**(109)**	**2 348**
Provisions pour risques et charges					
Indemnités fin de carrière	312		(135)		177
Provision risque prud'homal	192				192
Provision risque litige clientèle	225	0	0		225
Total des provisions pour risques et charges	**729**	**0**	**0**	**0**	**594**

NOTE 22 - RESULTATS EXCEPTIONNELS

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Produits exceptionnels	0	2
Charges exceptionnelles	(43)	(106)
Total	**(43)**	**(104)**

** dont indemnité sur litiges : 100 milliers d'euros en 2021*

NOTE 23 - IMPOTS SUR LES SOCIETES

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Charges des impôts courants de l'exercice	997	1 064
Charges des impôts exceptionnels de l'exercice	(11)	(28)
Charges/(Produits) de l'impôt sur les sociétés	**986**	**1 036**

AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée Générale décide la répartition suivante des bénéfices disponibles qui s'établissent à la somme de :

Report à nouveau de l'exercice 2021	€	13 752 773,81
Augmenté du bénéfice de l'exercice 2022	€	2 294 044.59
	€	**16 046 817.40**
1°) A l'ensemble des actions un dividende de	€	300 000,00
2°) Au report à nouveau 2022	€	15 746 817.40
	€	**16 046 817.40**

RAPPORT DE GESTION

Les rapports de gestion sont tenus à la disposition du public au siège social : 13, boulevard Haussmann - 75009 PARIS.